

Pour notre santé, un nouveau cap agricole

7 février 2025

Tribune de groupes mutualistes afin d'agir pour la santé publique et planétaire

Depuis un an, 20 Groupes Mutualistes protégeant plus de 6 millions de Français demandent au Gouvernement d'agir pour la santé publique et planétaire. Ces demandes sont claires et suivent un principe simple : ne répétons pas avec les pesticides les mêmes fautes ayant générées plus de 100 000 décès à cause de l'amiante en France.

Nous ne pouvons que regretter qu'aucune réponse du Gouvernement n'ait été apportée depuis un an. C'est pourquoi nous adressons aujourd'hui cette tribune au Premier Ministre François Bayrou et au Président Emmanuel Macron.

Notre constat est le suivant :

- Il reste 200 000 tonnes d'amiante en place en France dont la gestion est défailante.
- Les dégâts de la crise climatique et environnementale sont de plus en plus aigus, perceptibles et coûteux.
- Plus du tiers des émissions de gaz à effets de serre est lié aux systèmes agricoles et alimentaires.
- Le nombre de nouveaux cas de cancers, de maladies neuro-dégénératives et autres maladies chroniques ne fait qu'augmenter, notamment à cause des pesticides disséminés dans l'environnement.
- Cette augmentation constante des maladies chroniques menace la viabilité de notre système de soins.
- Une majorité de la profession agricole comme de la population souhaite une transformation profonde du modèle agricole, que les connaissances agronomiques rendent aujourd'hui possible.
- 60 000 tonnes de pesticides sont épandues chaque année sur les cultures

en France, provoquant maladies professionnelles, pollution des sols, de l'eau, de l'alimentation et imprégnation de la population, selon de nombreuses données scientifiques.

Il est temps de retirer de nos vies ces causes identifiées de maladies chroniques. Pour la santé des agriculteurs et des riverains des champs traités, pour la santé publique, pour la biodiversité et pour limiter le réchauffement climatique, nous devons créer un nouveau cap agricole. De nombreuses Mutuelles sont prêtes et veulent prendre leur part à faire changer d'échelle les solutions.

En 1980, 7 millions de Français avaient signé une pétition initiée par des Mutuelles en faveur d'une Sécurité sociale de haut niveau. Cette pétition avait été victorieuse. Nos aînées Mutualistes ont hier réussi en agissant en synergie avec une grande majorité du mouvement social et la mobilisation massive des citoyens. Pourquoi ne pourrions-nous pas réussir aujourd'hui ?

Voici les demandes des 20 Groupes Mutualistes pour un nouveau cap agricole :

1. Mettre en œuvre le scénario INRAE pour une France et une Europe 100 % agro-écologique.
2. Appliquer la loi EGALIM pour arriver aux 20 % de bio minimum dans la restauration collective.
3. Appliquer la loi - jamais correctement mise en oeuvre - portant sur l'évaluation de la toxicité des pesticides avant autorisation de mise sur le marché.
4. Aligner le Fonds d'Indemnisation des Victimes des Pesticides (FIVP) sur le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA), avec une indemnisation des riverains atteints de maladies liées aux pesticides.

Aussi **malgré l'interdiction de l'amiante** obtenue, il y a encore beaucoup à faire sur ce sujet et **nous demandons** :

5. Améliorer le suivi médical post-professionnel des travailleurs exposés à l'amiante
6. Appliquer la loi sur les diagnostics techniques amiante et créer une base de données répertoriant la présence d'amiante accessible au public via internet.

Nous appelons aujourd'hui au soutien de la population et des organisations participant à la vie sociale, démocratique et économique de notre pays, pour que nous soyons enfin reçus par les plus hautes autorités du pays pour faire face à ces enjeux majeurs.

Indecosa est signataire de cette tribune.